

## Informations de base

**2017/2854(DEA)**

DEA - Procédure d'acte délégué

Exigences de surveillance et de gouvernance des produits applicables aux entreprises d'assurance et aux distributeurs de produits d'assurance

Complétant [2012/0175\(COD\)](#)

### Subject

2.50.05 Assurances, fonds de retraite

3.45.05 Politique de l'entreprise, commerce électronique, service après-vente, distribution

Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur

## Acteurs principaux

Parlement européen	<b>Commission au fond</b>	<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires		

## Événements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
26/02/2014	Dossier renvoyé à la commission compétente		
21/09/2017	Publication du document de base non-législatif	<a href="#">C(2017)06218</a>	
21/09/2017	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 3 mois		
04/10/2017	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		
25/10/2017	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0404/2017</a>	Résumé
10/11/2017	Pas d'opposition à l'acte délégué par le Conseil		

## Informations techniques

<b>Référence de la procédure</b>	2017/2854(DEA)
<b>Type de procédure</b>	DEA - Procédure d'acte délégué
<b>Sous-type de procédure</b>	Examen d'un acte délégué
<b>Modifications et abrogations</b>	Complétant <a href="#">2012/0175(COD)</a>
<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 0114-p6
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
<b>Dossier de la commission</b>	ECON/8/11069

## Portail de documentation

Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE612.177</a>	12/10/2017	
Recommandation de non-objection à l'acte délégué avant expiration du délai		<a href="#">B8-0572/2017</a>	20/10/2017	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T8-0404/2017</a>	25/10/2017	Résumé
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif		<a href="#">C(2017)06218</a>	21/09/2017	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

## Exigences de surveillance et de gouvernance des produits applicables aux entreprises d'assurance et aux distributeurs de produits d'assurance

2017/2854(DEA) - 25/10/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé **de ne pas faire objection** au règlement délégué de la Commission du 21 septembre 2017 complétant le règlement (UE) n° 2016/97 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences de surveillance et de gouvernance des produits applicables aux entreprises d'assurance et aux distributeurs de produits d'assurance.

Pour rappel, la [directive \(UE\) 2016/97](#) sur la distribution d'assurances (DDA) établit un cadre juridique harmonisé et actualisé définissant les règles applicables à la distribution de produits d'assurance et de réassurance, y compris les produits d'investissement fondés sur l'assurance. Elle vise à renforcer la protection des consommateurs et des petits investisseurs achetant des produits d'assurance ou des produits d'investissement fondés sur l'assurance.

La DDA introduit dans le droit de l'UE encadrant la distribution d'assurances **des exigences généralisées de surveillance et de gouvernance des produits (Product Oversight and Governance ou «POG»)**. Les règles de POG s'adresseront principalement aux concepteurs de produits d'assurance, qu'elles obligeront à appliquer une politique de POG afin de garantir en permanence que tous les produits d'assurance commercialisés soient adaptés à leur marché cible spécifique.

Le règlement délégué **définit les critères et modalités pratiques de l'application des règles de POG**.

Étant donné que le règlement délégué doit s'appliquer à partir du 23 février 2018, date d'entrée en application de la directive (UE) 2016/97, **le Parlement a considéré que s'il recourait à la période d'examen de trois mois qui lui est dévolue, il ne resterait plus suffisamment de temps aux professionnels concernés** pour mettre en œuvre les changements techniques et organisationnels nécessaires.

Les députés ont donc estimé que **la publication rapide au Journal officiel du règlement délégué** devrait permettre sa mise en œuvre en temps voulu et garantir la sécurité juridique quant aux dispositions applicables aux produits d'investissement fondés sur l'assurance.

Même si le délai de transposition de la directive (UE) 2016/97 devrait être maintenu au 23 février 2018, le Parlement a toutefois demandé à la Commission d'adopter une proposition législative fixant la date de **mise en application au 1<sup>er</sup> octobre 2018**.